

RCS : BOBIGNY
Code greffe : 9301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 06080
Numéro SIREN : 824 500 763
Nom ou dénomination : KLP 13

Ce dépôt a été enregistré le 02/01/2023 sous le numéro de dépôt 35

KLP 13

Société par actions simplifiée au capital social de 10.000 euros
Siège social : 9, rue Jean-Philippe Rameau – 93212 La Plaine Saint-Denis Cedex
824 500 763 RCS Bobigny
(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS PROPOSEES A L'ASSOCIEE UNIQUE LE 19 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux,
le dix-neuf décembre.

SNCF PARTICIPATIONS, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 2, place aux Etoiles – 93200 Saint-Denis, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 572 150 977, représentée par son Directeur Général, Monsieur Philippe MASSIN, dûment habilité à l'effet des présentes,

seule propriétaire des 1.000 actions composant le capital social d'un montant de 10.000 euros de la Société (l'« **Associé Unique** »),

après avoir pris acte que la société ERNST & YOUNG AUDIT, Commissaire aux comptes titulaire de la Société, a été dûment informée des présentes,

après avoir pris connaissance des documents suivants :

- la copie de la lettre-avis du Commissaire aux comptes,
- la copie de la lettre-avis adressée à l'Associé Unique,
- le rapport du Commissaire aux comptes,
- le rapport du Gérant,
- le texte des décisions proposées à l'Associé Unique,
- un exemplaire des statuts de la Société, et
- le projet de statuts modifiés de la Société,

a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Président,
- Lecture du rapport du Commissaire aux comptes,
- Augmentation du capital social d'un montant nominal de 14.800 euros par émission, au pair, de 1.480 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 10 euros chacune, représentant un prix de souscription d'un montant total de 14.800 euros, à libérer intégralement en numéraire (l'« **Augmentation de Capital** »),
- Constatation de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital,
- Réduction du capital social d'un montant de 14.770 euros, pour le ramener de 24.800 euros à 10.030 euros, par absorption des pertes de la Société (la « **Réduction de Capital** »),
- Modification corrélatrice des statuts de la Société,
- Constatation de la reconstitution des capitaux propres de la Société,
- Pouvoirs pour formalités.

PREMIERE DECISION

*(Augmentation du capital social d'un montant nominal de 14.800 euros par émission, au pair, de 1.480 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 10 euros chacune, représentant un prix de souscription d'un montant total de 14.800 euros, à libérer intégralement en numéraire
(l'« **Augmentation de Capital** »))*

L'Associée Unique,

après avoir pris connaissance du rapport du Président,

après avoir constaté que le capital social de la Société est entièrement libéré,

décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de 14.800 euros pour le porter de 10.000 euros, son montant actuel, à 24.800 euros par la création et l'émission, au pair, de 1.480 actions ordinaires nouvelles de la Société (les « **Actions Nouvelles** ») d'une valeur nominale de 10 euros chacune (l'« **Augmentation de Capital** »),

décide que les Actions Nouvelles seront émises au pair, soit au prix de 10 euros l'une, représentant un prix de souscription total d'un montant total de 14.800 euros et devront être libérées en totalité et en numéraire, y compris par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, lors de la souscription,

décide que les souscriptions des Actions Nouvelles seront reçues au siège social de la Société dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date des présentes décisions, sauf prorogation de la période de souscription décidée par le Président ou clôture anticipée en cas de souscription de l'intégralité des Actions Nouvelles avant la fin de la période de souscription susvisée,

décide que les fonds provenant des souscriptions seront déposés, dans les délais prévus par la loi, sur le compte « *Augmentation de capital* » ouvert au nom de la Société dans les livres de la banque Société Générale, Agence Paris Centre Entreprises, sise 132, rue Réaumur - 75002 Paris, IBAN : FR7630003036200014357575734,

décide que les Actions Nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes de même catégorie et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'Augmentation de Capital et, pour le droit aux dividendes, à compter du premier jour de l'exercice en cours,

décide que les Actions Nouvelles revêtiront la forme nominative et feront l'objet d'une inscription en compte,

décide de donner tous pouvoirs au Président de la Société à l'effet de :

- réaliser définitivement l'émission des Actions Nouvelles, recevoir les bulletins de souscription et les versements correspondants,
- procéder, le cas échéant, à la clôture anticipée ou à la prorogation de la période de souscription, limiter l'Augmentation de Capital au montant des souscriptions,
- obtenir le certificat attestant la libération des fonds et la réalisation de l'Augmentation de Capital,
- procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'Augmentation de Capital,
- procéder aux formalités consécutives à l'Augmentation de Capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives,

- accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'Augmentation de Capital décidée conformément aux termes de la présente décision,
- procéder aux inscriptions corrélatives dans le registre des mouvements de titres de la Société et les comptes individuels des associés de la Société,
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile à la présente émission.

* * *

Interruption de séance

L'Associée Unique suspend ses décisions afin de procéder à la souscription de la totalité des 1.480 Actions Nouvelles, de signer son bulletin de souscription et de libérer sa souscription par versement en numéraire sur le compte de dépôt ouvert auprès de la banque Société Générale.

L'Associée Unique reprend ensuite ses décisions.

* * *

DEUXIEME DECISION

(Constatation de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital)

L'Associée Unique,

après avoir pris connaissance (i) du rapport du Président, (ii) du bulletin de souscription signé par l'Associée Unique et remis en séance aux termes duquel l'Associée Unique a déclaré souscrire aux 1.480 Actions Nouvelles et libéré le montant de sa souscription, soit la somme de 14.800 euros, par virement bancaire et (iii) du certificat de dépôt des fonds établis par la banque Société Générale en date de ce jour,

prend acte de la clôture des souscriptions à l'Augmentation de Capital,

prend acte de la souscription à l'Augmentation de Capital par l'Associée Unique à hauteur d'un montant nominal de 14.800 euros, correspondant à la totalité du montant de l'Augmentation de Capital,

constate, en conséquence, la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital d'un montant nominal de 14.800 euros, portant le capital social de 10.000 euros à 24.800 euros, par l'émission d'un nombre total de 1.480 actions ordinaires nouvelles au pair soit à la valeur nominale de 10 euros chacune.

TROISIEME DECISION

(Réduction du capital social d'un montant de 14.770 euros, pour le ramener de 24.800 euros à 10.030 euros, par absorption des pertes de la Société (la « Réduction de Capital »))

L'Associée Unique,

après avoir pris connaissance (i) du rapport établi par le Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes,

et sous condition suspensive de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital,

après avoir rappelé

- qu'aux termes de ses décisions en date du 23 juin 2020, l'Associée Unique (i) a constaté que les capitaux propres de la Société étaient inférieurs à la moitié de son capital social (ii) et a décidé de ne pas procéder à la dissolution anticipée de la Société,
- qu'à l'issue de la réalisation de l'Augmentation de Capital, le montant des capitaux propres s'élève à 10.028 euros pour un capital social de 24.800 euros,

décide, afin de reconstituer les capitaux propres de la Société dans les délais impartis par l'article L. 225-248 du Code de commerce, de réduire le capital social d'un montant de 14.770 euros, pour le ramener de 24.800 euros à 10.030 euros, par absorption des pertes de la Société inscrites au compte « *Report à nouveau* » à due concurrence (la « **Réduction de Capital** »),

prend acte qu'après une telle imputation, le compte « *Report à nouveau* » s'élève à un montant de (2) euros et les capitaux propres s'élèvent à la somme de 10.028 euros pour un capital social de 10.030 euros,

décide, de réaliser la Réduction du Capital par voie de réduction du nombre d'actions composant le capital social de la Société, à hauteur de 1.477 actions de la Société, passant de 2.480 actions ordinaires à 1.003 actions ordinaires.

QUATRIEME DECISION

(Modification corrélative des statuts de la Société)

L'Associée Unique,

après avoir pris connaissance (i) du rapport du Président et (ii) du projet de statuts mis à jour de la Société,

en conséquence (i) de l'Augmentation de Capital et (ii) de la Réduction de Capital,

décide de modifier corrélativement les articles 6 « *Formation du capital social* » et 7 « *Capital social* » des statuts de la Société, comme suit :

- ajout du paragraphe suivant à l'article 6 « *Formation du capital social* » des statuts de la Société :

« Article 6 – Formation du capital social

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 19 décembre 2022, il a été décidé :

- *d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 14.800 euros par voie d'émission de 1.480 actions ordinaires nouvelles de la Société, de 10 euros de valeur nominale chacune. Le capital social étant ainsi porté de 10.000 euros à 24.800 euros ;*
- *de réduire le capital d'un montant nominal de 14.770 euros par voie d'annulation de 1.477 actions ordinaires de la Société, de 10 euros de valeur nominale chacune. Le capital social étant ainsi porté de 24.800 euros à 10.030 euros. »,*

le reste dudit article 6 demeurant inchangé,

- modification de l'article 7 « *Capital Social* » de la Société :

« Article 7 – Capital Social

Le capital social est fixé à la somme de 10.030 euros. Il est divisé en 1.003 actions d'une seule catégorie de 10 euros chacune, toutes de même catégorie, libérées entièrement. »

le reste dudit article 7 demeurant inchangé.

CINQUIEME DECISION

(Constatation de la reconstitution des capitaux propres de la Société)

L'Associée Unique,

après avoir pris connaissance du rapport du Président,

constate qu'au résultat de l'Augmentation de Capital et de la Réduction de Capital :

- le capital de la Société s'élève à 10.030 euros,
- le compte « Report à nouveau » s'élève à (2) euros, et
- les capitaux propres de la Société s'élèvent à 10.028 euros,

constate en conséquence, la reconstitution des capitaux propres de la Société à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

SIXIEME DECISION

(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)

L'Associée Unique,

donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations pour remplir toutes formalités légales consécutives à l'adoption des décisions qui précèdent.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé Unique de la Société.

Le présent acte est signé électroniquement, par le biais du service www.docuSign.com, conformément aux dispositions des articles 1366 et 1367 du Code civil, le soussigné déclarant reconnaître à cette signature électronique la même valeur que sa mention et sa signature manuscrite, constituant une preuve valable et conférer date certaine à celle attribuée à la signature du présent acte.

DocuSigned by:

D0CDBDB7DEEE4AC...

L'Associé Unique
SNCF PARTICIPATIONS
Représentée par Monsieur Philippe MASSIN

KLP 13
Société par actions simplifiée au capital de 10.030 Euros
Siège Social : 9 rue Jean-Philippe Rameau – 93212 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX
824 500 763 RCS BOBIGNY

S T A T U T S

TITRE I
FORME - DENOMINATION – OBJET - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme de Société à Responsabilité Limitée. Elle a été transformée en société par actions simplifiée par décision de l'actionnaire en date du 25 juin 2021. La Société continue d'exister entre les propriétaires des titres existants et ceux qui seraient créés ultérieurement.

Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : KLP 13

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots " société par actions simplifiée " ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet de réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement au transport des voyageurs ou au transport des marchandises ; de prendre toutes participations directes ou indirectes dans toutes opérations quelconques pouvant se rattacher aux objets ci-dessus, par voie d'apports, souscription ou achats de titres ou droits sociaux, création de sociétés nouvelles, fusions, sociétés en participations, syndicats de garantie ou autrement,

Et généralement toutes opérations de quelque nature que ce soit se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus spécifiés,

Le tout en France et en tous autres pays.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé au 9 rue Jean-Philippe Rameau – 93212 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX.

Il peut être transféré en tout autre endroit par simple décision du Président. Le président est habilité à modifier en conséquence le présent article.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

TITRE II CAPITAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

La Société GROUPE KEOLIS SAS, Associée Unique, apporte et verse à la Société une somme totale de dix mille euros (10 000 €), correspondant à cent (100) parts de cent euros (100 €) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées.

La totalité de cet apport en numéraire, soit 10 000 euros a été dès avant ce jour, déposé à la banque SOCIETE GENERALE sur un compte ouvert au nom de la société en formation ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire. Cette somme sera retirée par la Gérance sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

L'assemblée générale extraordinaire du 24 mars 2017 a autorisé la cession de parts intervenue ce même jour par laquelle KEOLIS a cédé ses 100 parts à SNCF Participations et par conséquent la même assemblée a agréé expressément SNCF Participations en qualité de nouvel associé.

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 19 décembre 2022, il a été décidé :

- d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 14.800 euros par voie d'émission de 1.480 actions ordinaires nouvelles de la Société, de 10 euros de valeur nominale chacune. Le capital social étant ainsi porté de 10.000 euros à 24.800 euros ;
- de réduire le capital d'un montant nominal de 14.770 euros par voie d'annulation de 1.477 actions ordinaires de la Société, de 10 euros de valeur nominale chacune. Le capital social étant ainsi porté de 24.800 euros à 10.030 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 10.030 euros. Il est divisé en 1.003 actions d'une seule catégorie de 10 euros chacune, toutes de même catégorie, libérées entièrement.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision collective des associés, sur rapport du Président.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, les associés statuent aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par les associés qui peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en société d'une autre forme.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 11 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts.

La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE III
DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 - PRESIDENT

La société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé pour une durée de trois années. Il est rééligible.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président ou dirigeant, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président ou dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président peut être révoqué à tout moment et sans indemnité par les Associés.

ARTICLE 14 - POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

ARTICLE 15 - AUTRES DIRIGEANTS

Sur la proposition du Président, les associés peuvent nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de Directeur Général.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par les associés sur la proposition du Président; en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, les associés déterminent l'étendue et la durée des pouvoirs des dirigeants.

ARTICLE 16 - REMUNERATION DE LA DIRECTION

La rémunération du Président et celle des dirigeants est déterminée par les associés.

ARTICLE 17 – COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Si un comité social et économique est institué au sein de la Société conformément aux dispositions du Code du travail, les membres de la délégation du personnel du comité social et économique exercent leurs attributions auprès du Président et/ou du (des) Directeur(s) Général(aux) de la Société ou de toute personne à laquelle le Président aura délégué le pouvoir de présider le comité social et économique.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS ET SES ACTIONNAIRES

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et son Président ou l'une des personnes visées à l'article L 227-10 du code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par cet article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L 227-12 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président.

ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte aux Associés.

TITRE IV **DECISIONS COLLECTIVES**

ARTICLE 20 – REGLES DE CONSULTATION

Les Associés sont consultés à l'initiative du Président ou d'un ou plusieurs Associés représentant au moins 25 % des voix des Associés ou du Commissaire aux comptes.

Les Associés sont consultés, au choix de la personne (ou des personnes) à l'initiative de la consultation, soit en assemblée, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation, soit par consultation écrite ou électronique, soit par téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle), soit par acte unanime sous seing privé.

Tout Associé a le droit de participer aux consultations personnellement ou de se faire représenter par un autre Associé ou toute autre personne justifiant d'un mandat.

Quel que soit le mode de consultation retenu, tout Associé peut demander, dans les mêmes formes que la convocation, quatre jours au plus tard avant la consultation, que des modifications ou compléments soient apportés à l'ordre du jour fixé par la personne (ou les personnes) à l'origine de la consultation. La demande est adressée au Président et aux autres Associés.

a – Assemblées d'Associés

La convocation aux assemblées est faite par le Président ou à défaut par la personne (ou les personnes) à l'initiative de la consultation par tous moyens écrits permettant d'en rapporter la preuve cinq jours au moins avant la date de l'assemblée. La convocation indique l'ordre du jour et les éléments d'information nécessaires pour permettre aux Associés de se prononcer en connaissance de cause ou leur indiquer de quelle manière ils peuvent en prendre connaissance. L'assemblée peut toutefois se réunir sans délai et sans convocation préalable si tous les Associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le Président ou à défaut par une personne, Associée ou non, désignée par l'assemblée.

b – Consultation écrite ou électronique

Le Président ou à défaut la personne (ou l'une des personnes) à l'initiative de la consultation adresse aux Associés, par tous moyens écrits permettant d'en rapporter la preuve, les propositions de résolutions, accompagnées des éléments d'information nécessaires pour permettre aux Associés de se prononcer en connaissance de cause ou de l'indication de la manière dont ils peuvent en prendre connaissance. Les Associés disposent d'un délai maximal de huit jours à compter de la date de réception des propositions de résolutions pour émettre leur vote.

Le vote est formulé sous le texte des résolutions proposées et, pour chaque décision, par les mots « oui » ou « non ». La réponse dûment datée et signée par l'Associé est adressée à la personne ayant adressé les propositions de résolutions, par tout moyen écrit permettant de rapporter la preuve de ladite réponse.

La date de la délibération est celle de la réception du dernier vote exprimé dans le délai maximal de huit jours susmentionné.

c – Consultations par voie de téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle)

Les dispositions prévues au a) ci-dessus pour les assemblées en matière de convocation, d'information des Associés et de présidence de la séance s'appliquent aux consultations par voie de téléconférence.

d – Consultations par acte unanime sous seing privé

Les décisions collectives des Associés peuvent résulter du consentement unanime des Associés exprimé par leur signature apposée sur un acte écrit sous seing privé. Dans ce cas, l'acte doit comporter les noms de tous les Associés et la signature de chacun d'eux ou de leur représentant.

ARTICLE 21 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des Associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir, outre le texte des résolutions soumises à son approbation, tous les documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause sur le texte desdites résolutions et en particulier les rapports du Président, du Commissaire aux comptes ou des commissaires nommés spécialement à cet effet, dans le cas où le Code de Commerce impose leur établissement.

Dans le cas où la consultation des Associés nécessite la présentation d'un rapport du Commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, le droit de communication du rapport du Commissaire aux comptes ou des commissaires nommés spécialement s'exerce dans les délais fixés par le Code de Commerce.

Les Associés peuvent à toute époque, mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social et, le cas échéant, prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats, des comptes consolidés, s'il y a lieu, et des rapports du Président et du Commissaire aux comptes.

S'agissant de la décision statuant sur les comptes annuels, les Associés sont en droit d'obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 22 – DECISIONS RESERVEES AUX ASSOCIES

Sans préjudice des autres dispositions des Statuts, les Associés sont exclusivement compétents pour prendre les décisions suivantes :

- nomination et révocation du Président et du Directeur Général ;
- approbation des comptes de la Société et affectation des résultats ;
- approbation des conventions entre la Société et les personnes visées à l'article L 227-10 du Code de commerce sous réserve des dérogations prévues par la loi ;
- nomination des Commissaires aux Comptes ;
- augmentation, réduction ou amortissement du capital social ;
- modification des Statuts sous réserve des pouvoirs conférés au Président en cas de transfert du siège social ;
- fusion ou scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- transformation en une société d'une autre forme ;
- dissolution, fixation du régime de la liquidation, en ce compris la nomination du ou des liquidateurs, approbation des comptes de liquidation et clôture des opérations de liquidation.

ARTICLE 23 - QUORUM - VOTE

Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives des Associés ne peuvent être valablement adoptées que si les Associés représentant les trois quarts des voix sont présents ou représentés.

Sous réserve des dispositions de l'article 19 d) ci-avant, les décisions collectives des Associés sont prises à la majorité des voix des Associés présents ou représentés.

Toutefois, conformément à la loi, ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des Associés, les clauses des Statuts relatives à l'inaliénabilité des actions, la nécessité d'un agrément préalable en cas de transfert d'actions, la suspension des droits de vote et l'exclusion d'un Associé ou la cession forcée de ses actions et l'augmentation de l'engagement des Associés.

TITRE V
EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX –
AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 25 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre III du Livre 2ème du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, le rapport de gestion visé par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, les associés déterminent la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieure au montant du capital.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par les associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 27 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des Associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

La décision collective des Associés statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chacun des Associés pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

TITRE VI **REUNION DE TOUTES LES ACTIONS EN UNE SEULE MAIN**

ARTICLE 28 – EXERCICE DES POUVOIRS DEVOLUS AUX ASSEMBLEES GENERALES

En cas de réunion de toutes les actions de la Société en une seule main, l'associé unique exerce par décision unilatérale les pouvoirs dévolus par les présents statuts aux Associés.

ARTICLE 29 – DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX SAS UNIPERSONNELLES

Les dérogations au droit commun des sociétés par actions simplifiées pluripersonnelles applicables aux sociétés par actions simplifiées unipersonnelles en vertu des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur s'appliqueront de plein droit à la Société en cas de réunion de toutes les actions en une seule main sans qu'il y ait lieu à modification des présents statuts.

TITRE VII
CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL
TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 30 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les Associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision des Associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les Associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 31 - TRANSFORMATION

La décision de transformation en tout type de société autre que la société en nom collectif est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

Les conditions imposées par les dispositions légales et réglementaires en ce qui concerne la nouvelle forme de la société devront en outre être respectées.

ARTICLE 32 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les Statuts ou à la suite d'une décision des Associés.

La dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'Associé Unique lorsque celui-ci est une personne morale, sans qu'il y ait liquidation.

Dans les cas où il y a lieu à liquidation, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par les Associés.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

Les Associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

TITRE VIII **CONTESTATIONS**

ARTICLE 33 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

Copie Certifiée conforme

DocuSigned by:
Véronique MASEPO
0995DB5C7CEC4AF...

Madame Véronique MASERO
Président